ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques, le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre du Commerce extérieur, le 27 juin 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel conçu spécialement à usage militaire", a donné le 28 janvier 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 27 juni 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken, door de Minister van Buitenlandse Zaken en door de Minister van Buitenlandse Handel verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik ontworpen materieel", heeft op 28 januari 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le projet, par lui-même, n'établit pas un régime des licences et des contingents à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises qu'il vise, de sorte que la question de sa compatibilité avec l'article 11, 2, du traité instituant l'Union économique BENELUX, signé à La Haye le 3 février 1958 et approuvé par la loi du 20 juin 1960, ne se pose pas. Auront évidemment à être communes les dispositions que le Roi prendra en vue d'arrêter un tel régime dans l'exercice des habilitations que la loi en projet Lui confère.

Quant à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.), il exclut expressément les mesures qu'une partie contractante estimera nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité, en ce qui concerne notamment le trafic des armes, munitions et matériel de guerre et tout commerce d'autres articles et matériel destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées.

Enfin, le traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome le 25 mars 1957 et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, porte en son article 36, que les articles 30 à 34 ne font pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit de marchandises.

De même, l'article 223 du traité porte que les dispositions de celui-ci ne font pas obstacle aux mesures qu'un Etat membre estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité et qui se rapportent à la

production ou au commerce d’armes, de munitions et de matériel de guerre.

2. On peut s’attendre à un certain chevauchement du champ d’application de la loi en projet et des arrêtés pris en exécution de celle-ci, et du champ d’application de la loi du 3 janvier 1933. Par exemple, l’article 3, alinéa 1er, de cette dernière loi donne une liste des armes prohibées et l’article 4, alinéa 1er, porte interdiction

notamment d'importer et d'exporter des armes prohibées (1); la liste de l'article 3, alinéa 1er, sera-t-elle remplacée, en tant qu'elle vise l'importation et l'exportation, par celle qui est prévue par l'article 2, alinéa 2, du projet ? Autre exemple : les articles 6 et 9 de la loi du 3 janvier 1933 ne permettent l'importation d'armes à feu de défense et d'armes à feu de guerre qu'aux personnes qui ont fait la déclaration de fabricant ou de marchand d'armes, prévue par l'article 1er de ladite loi, ou qui ont été spécialement autorisées : la question que l'on peut se poser est évidemment celle de savoir si l'autorisation prévue par les articles 6 et 9 de la loi de 1933 devra toujours être demandée en sus de la licence exigée en vertu de la loi en projet. Il n'est évidemment pas possible de proposer des textes, d'autant moins qu'un projet de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 est actuellement en cours d'examen aux Chambres législatives (Chambre, session 1989-1990, document 978 et suivants et spécialement document 978/6, texte adopté par la commission de la Chambre). Il appartiendra au Gouvernement de veiller à harmoniser les deux projets en déposant des amendements au projet de loi tendant à modifier la loi du 3 janvier 1933.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

INTITULE.

Il faut écrire plus correctement, en français :

---

(1) L'article 4, alinéa 3, autorise une dérogation par arrêté royal pour l'exportation de certaines armes.

"Projet de loi relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel spécialement conçu pour un usage militaire" (1).

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. L'alinéa 1er, a, est la reproduction de l'article 1er, b, de la loi du 11 septembre 1962 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et n'appelle aucune observation.

2. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Par dérogation à la loi du 11 septembre 1962 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel spécialement conçu pour un usage militaire sont soumis aux règles portées par la présente loi ou en vertu de celle-ci".

Article 2.

Il est inutile de préciser dans la loi qu'en mettant en oeuvre les habilitations que celle-ci Lui donne,

---

(1) L'expression "spécialement conçu pour un usage militaire" devrait être utilisée également dans le dispositif du texte français du projet (article 1er, b et article 3)

le Roi doit respecter les engagements internationaux de la Belgique.

Il est donc proposé de rédiger l'article comme suit :

"Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la liste des armes, des munitions et du matériel spécialement conçu pour un usage militaire dont l'importation, l'exportation et le transit sont interdits.

Il soumet à un régime de licences l'importation, l'exportation et le transit des autres armes, munitions et matériel spécialement conçu pour un usage militaire".

Article 4.

1. Au début de l'article, mieux vaudrait écrire "est rejetée" car on ne voit pas bien quelle serait la justification d'un pouvoir d'appréciation du Roi lorsqu'il apparaît que l'exportation ou le tansit contreviendraient gravement aux intérêts extérieurs de la Belgique ou aux droits de l'homme.

2. Il est déconseillé de faire référence à un texte, en l'occurrence une résolution de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, dépourvu de force obligatoire. En considération de l'intention des auteurs, exprimée dans l'exposé des motifs, il est proposé de remplacer les mots "ou aux objectifs internationaux ... par sa résolution du 10 décembre 1948" par les mots "ou contribuerait à une violation grave des droits de l'homme".

Article 5.

Le texte néerlandais de l'article doit être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

Le texte néerlandais de l'article doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Dans la seconde phrase, il faudrait écrire "peuvent contenir ..." plutôt que "pourront contenir".

Article 8.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le "contrevenant", visé à l'alinéa 3, ne peut jamais être une personne morale.

Par ailleurs, l'alinéa 3 fait un double emploi lourd de confusion avec l'article 265 de la loi générale sur les douanes et acccises auquel l'alinéa 1er fait référence.

L'alinéa 3 doit donc être omis.

Article 9.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Les importateurs, exportateurs et transitaires ainsi que les membres de leur personnel sont tenus de fournir les informations et les documents permettant de vérifier si les dispositions arrêtées en vertu de la présente loi ont été respectées; les informations recueillies ne peuvent être utilisées qu'à cette fin".

Article 10.

L'expression "le droit d'obtenir une licence d'importation, d'exportation ou de transit" ne correspond pas à l'économie générale du projet qui ne confère en tout cas, par lui-même, aucun droit de cette sorte.

Par ailleurs, la loi devrait, elle-même, fixer les cas dans lesquels l'obtention d'une licence d'importation, d'exporation ou de transit peut être refusée pendant une période déterminée, une telle sanction ayant une gravité toute particulière, comme le souligne, d'ailleurs, l'exposé des motifs.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontwerp op zich voorziet niet in een vergunningen- en contingentenstelsel voor in-, uit- en doorvoer van de erin bedoelde goederen zodat de vraag of het verenigbaar is met artikel 11, 2, van het Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie, ondertekend op 3 februari 1958 te ’s-Gravenhage en goedgekeurd bij de wet van 20 juni 1960, niet aan de orde is. De bepalingen die de Koning met het oog op zo’n stelsel zal vaststellen in de uitoefening van de machtigingen die Hem door de ontworpen wet worden verleend, zullen uiteraard wèl gemeenschappelijk moeten zijn.

In de Algemene Overeenkomst betreffende tarieven en handel (GATT) worden de maatregelen die een verdragsluitende partij noodzakelijk acht voor de bescherming van de wezenlijke belangen van haar veiligheid, inzonderheid betreffende de handel in wapens, munitie en oorlogsmaterieel en de handel in andere produkten en materiaal die rechtstreeks of onrechtstreeks bestemd zijn voor de bevoorrading van de strijdkrachten, uitdrukkelijk uitgesloten.

Ten slotte bepaalt het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, in artikel 36 dat de artikelen 30 tot 34 geen beletsel vormen voor verboden of beperkingen van invoer, uitvoer of doorvoer van goederen.

Evenzo bepaalt artikel 223 van het Verdrag dat de bepalingen daarvan geen beletsel vormen voor de maatregelen die een Lid-Staat noodzakelijk acht voor de bescherming van de wezenlijke belangen van zijn veiligheid en die betrekking

hebben op de produktie van of de handel in wapenen, munitie en oorlogsmateriaal.

2. Het is te verwachten dat de toepassingssfeer van de ontworpen wet en de uitvoeringsbesluiten ervan en de toepassingssfeer van de wet van 3 januari 1933 elkaar in zekere mate zullen overlappen. Zo geeft artikel 3, eerste lid, van laatstgenoemde wet een lijst van de verboden wapens en legt artikel 4, eerste lid, een verbod op om verboden

wapens inzonderheid in- en uit te voeren (1); zal de lijst van artikel 3, eerste lid, in zoverre ze betrekking heeft op de invoer en de uitvoer, worden vervangen door de lijst bedoeld in artikel 2, tweede lid, van het ontwerp ? Een ander voorbeeld is dat de artikelen 6 en 9 van de wet van 3 januari 1933 bepalen dat vuurwapens voor verweer en oorlogsvuurwapens slechts mogen worden ingevoerd door personen die de in artikel 1 van die wet bedoelde aangifte van wapenfabrikant of wapenhandelaar hebben gedaan of die een bijzondere machtiging hebben gekregen; daarbij kan men zich natuurlijk de vraag stellen of de in de artikelen 6 en 9 van de wet van 1933 bedoelde machtiging nog altijd zal moeten worden aangevraagd bovenop de vergunning die krachtens de ontworpen wet vereist is. Het is uiteraard niet mogelijk om tekstvoorstellen te doen, des te minder daar een ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 thans onderzocht wordt door de Wetgevende Kamers (Kamer, zitting 1989-1990, Gedr. St. 978 en volgende en vooral 978/6, de tekst die is aangenomen door de commissie van de Kamer). De Regering zal ervoor moeten zorgen dat de twee ontwerpen met elkaar in overeenstemming worden gebracht door amendementen in te dienen op het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 3 januari 1933.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

OPSCHRIFT.

In de Franse tekst is het juister te schrijven :

---

(1) Artikel 4, derde lid, staat een afwijking bij koninklijk besluit toe voor de uitvoer van bepaalde wapens.

"Projet de loi relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel spécialement conçu pour un usage militaire" (1).

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

1. Het eerste lid, a, is een herhaling van artikel 1, b, van de wet van 11 september 1962 betreffende de in-, uit- en doorvoer van goederen en er zijn geen opmerkingen bij te maken.

2. Het tweede lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"In afwijking van de wet van 11 september 1962 betreffende de in-, uit- en doorvoer van goederen, gelden voor de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik ontworpen materieel de voorschriften die door of krachtens deze wet vastgesteld zijn".

Artikel 2.

---

(1) De uitdrukking "spécialement conçu pour un usage militaire" zou ook moeten worden gebruikt in het bepalend gedeelte van de Franse tekst van het ontwerp (artikel 1, b, en artikel 3).

Het is onnodig in de wet te bepalen dat de Koning bij het uitvoeren van de Hem bij die wet verleende machtigingen, de internationale verbintenissen van België moet nakomen.

Voorgesteld wordt dan ook het artikel te redigeren als volgt :

"De Koning legt bij in de Ministerraad overlegd besluit de lijst vast van de wapens, de munitie en het speciaal voor militair gebruik ontworpen materieel waarvan de in-, uit- en doorvoer verboden zijn.

Hij bepaalt voor de in-, uit- en doorvoer van de overige wapens en munitie en het overige speciaal voor militair gebruik ontworpen materieel een stelsel van vergunningen".

Artikel 4.

1. In het begin van het artikel zou het beter zijn te schrijven "wordt verworpen" omdat men niet goed inziet hoe een beoordelingsbevoegdheid van de Koning zou kunnen worden gerechtvaardigd als blijkt dat de uitvoer of de doorvoer in ernstige mate strijdig zou zijn met de externe belangen van België of met de rechten van de mens.

2. Het is niet raadzaam te verwijzen naar een tekst, in dit geval een resolutie van de algemene vergadering van de Verenigde Naties, die geen bindende kracht heeft. Rekening houdend met de bedoeling van de stellers

van het ontwerp, die in de memorie van toelichting verwoord staat, wordt voorgesteld de woorden "of met de internationale doelstellingen ... Universele Verklaring van de rechten van de mens" te vervangen door de woorden "of zou bijdragen tot een ernstige schending van de rechten van de mens".

Artikel 5.

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"De Koning kan, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, het indienen van de aanvragen of het afgeven van de vergunningsformulieren doen afhangen van het betalen van een administratieve vergoeding".

Artikel 6.

Men schrijve "... uiterlijk op het ogenblik van de afgifte van de vergunningen" in plaats van "ten laatste op het ogenblik van de aflevering ...".

Artikel 7.

In de tweede zin schrijve men "De met toepassing van dit artikel genomen beslissingen kunnen bijzondere maatregelen bevatten" in plaats van "... zullen ... kunnen bevatten".

Artikel 8.

In het tweede lid schrijve men "De gevangenisstraf bedraagt echter ..." in plaats van "... zal ... belopen".

De "overtreder" waarvan sprake in het derde lid, kan nooit een rechtspersoon zijn.

Bovendien schept het derde lid grote verwarring omdat het dubbel gebruik maakt met artikel 265 van de algemene wet inzake douane en accijnzen waarnaar in het eerste lid wordt verwezen.

Het derde lid moet dan ook vervallen.

Artikel 9.

Het tweede lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Iedere in-, uit- of doorvoerder, alsook de leden van zijn personeel, zijn ertoe gehouden alle inlichtingen en documenten te verstrekken waardoor kan worden nagegaan of de krachtens deze wet vastgestelde bepalingen zijn nageleefd; de ingewonnen inlichtingen mogen alleen met dat doel worden gebruikt".

Artikel 10.

De uitdrukking "het recht op een invoer, uitvoer- of doorvoervergunning" stemt niet overeen met de algemene economie van het ontwerp, dat op zich in elk geval geen enkel zodanig recht verleent.

Bovendien zouden in de wet zelf de gevallen moeten worden bepaald waarin een invoer-, uitvoer- of doorvoervergunning in een bepaalde periode kan worden geweigerd, aangezien een zodanige sanctie bijzonder zwaar doorweegt, zoals overigens in de memorie van toelichting wordt beklemtoond.

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	P. TAPIE,		président, voorzitter,
	R. ANDERSEN,		conseillers d’Etat,
	M. LEROY,		staatsraden,
	C. DESCHAMPS,		assesseurs de la section de législation,
	P. GOTHOT,		assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	R. DEROY,		greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. B. JADOT, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. B. JADOT, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.